

45 (1963) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1964 Nr. 22

A. TITEL

*Protocol inzake de voorrechten en immuniteiten van de Europese
Organisatie voor ruimteonderzoek;
Parijs, 31 oktober 1963*

B. TEKST**Protocole sur les privilèges et les immunités de l'Organisation
Européenne de Recherches Spatiales**

Les Etats parties à la Convention portant création de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales, signée à Paris, le quatorze juin 1962 (ci-après dénommée „la Convention”),

Désirant définir les privilèges et immunités de l'Organisation, de ses agents (Directeur Général, membres du personnel et experts) et des représentants des Etats membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article XIV de la Convention,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers ainsi que d'ester en justice.

Article 2

Les bâtiments et locaux de l'Organisation sont inviolables, compte tenu des dispositions des Articles 22 et 23.

Article 3

Les archives de l'Organisation sont inviolables.

Article 4

1. L'Organisation bénéficie de l'immunité de juridiction et d'exécution, sauf,

a. dans la mesure où l'Organisation y aurait expressément renoncé dans un cas particulier,

ou

b. en cas d'action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automoteur appartenant à l'Organisation ou circulant pour son compte ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile intéressant le véhicule précité;

c. en cas d'exécution d'une sentence arbitrale rendue en application soit de l'Article 25 soit de l'Article 26.

2. Les propriétés et biens de l'Organisation, quelque soit le lieu où ils se trouvent, bénéficient de l'immunité à l'égard de toute forme de réquisition, confiscation, expropriation et séquestre. Ils bénéficient également de l'immunité à l'égard de toute forme de contrainte ad-

**Protocol on privileges and immunities of the European
Space Research Organisation**

The States parties to the Convention for the establishment of a European Space Research Organisation, signed in Paris on the fourteenth of June 1962 (hereinafter referred to as "the Convention"),

Desirous of defining the privileges and immunities of the Organisation, of the persons employed by it (Director General, staff members and experts) and of the representatives of Member States, in accordance with paragraph 2 of Article XIV of the Convention,

Have agreed as follows:

Article 1

The Organisation shall have legal personality. It shall in particular have the capacity to contract, acquire and dispose of movable and immovable property and to institute legal proceedings.

Article 2

The buildings and premises of the Organisation shall be inviolable, subject to the provisions of Articles 22 and 23.

Article 3

The archives of the Organisation shall be inviolable.

Article 4

1. The Organisation shall have immunity from jurisdiction and execution, except

a. to the extent that the Organisation shall have expressly waived such immunity in a particular case

or

b. in respect of a civil action by a third party for damage arising from an accident caused by a motor vehicle belonging to, or operated on behalf of, the Organisation, or in respect of a motor traffic offence involving such a vehicle;

c. in respect of an enforcement of an arbitration award made either under Article 25 or Article 26.

2. The Organisation's property and assets wherever situated shall be immune from any form of requisition, confiscation, expropriation and sequestration. They shall also be immune from any form of administrative or provisional judicial constraint, except insofar as

ministrative ou de mesures préalables à un jugement, sauf dans la mesure où le nécessitent temporairement la prévention des accidents mettant en cause des véhicules automoteurs appartenant à l'Organisation ou circulant pour le compte de celle-ci, et les enquêtes auxquelles peuvent donner lieu lesdits accidents.

Article 5

1. Dans le cadre de ses activités officielles, l'Organisation, ses biens et revenus sont exonérés des impôts directs.

2. Lorsque l'Organisation effectue des achats importants, strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles, et dont le prix comprend des droits ou des taxes, des dispositions appropriées sont prises par les Gouvernements des Etats membres, chaque fois qu'il est possible, en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits et taxes de cette nature.

3. Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent en fait que la simple rémunération de services d'utilité publique.

Article 6

Les produits importés ou exportés par l'Organisation et strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles, sont exempts de tous droits de douane et autres impôts ou redevances et de toutes prohibitions et restrictions à l'importation ou à l'exportation.

Article 7

Les activités officielles de l'Organisation comprennent au sens des Articles 5 et 6, son fonctionnement administratif et ses activités de recherche et de technologie spatiales en vue de la réalisation des buts de l'Organisation tels qu'ils sont définis dans la Convention.

Article 8

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les achats et importations de biens destinés exclusivement aux besoins propres des membres du personnel de l'Organisation.

Article 9

1. Les biens appartenant à l'Organisation, acquis conformément à l'Article 5 ou importés conformément à l'Article 6, ne peuvent être vendus ou cédés qu'aux conditions accordées par les Gouvernements des Etats qui ont accordé les exemptions.

2. Les transferts de biens ou la prestation de services opérés soit entre le Siège et les Etablissements de l'Organisation soit entre ses divers Etablissements ne sont soumis à aucune charge ni restriction;

may be temporarily necessary in connection with the prevention of, and investigation into, accidents involving motor vehicles belonging to, or operated on behalf of, the Organisation.

Article 5

1. Within the scope of its official activities, the Organisation and its property and income shall be exempt from all direct taxes.

2. When the Organisation makes substantial purchases, strictly necessary for the exercise of its official activities, in the price of which taxes or duties are included, appropriate measures shall, whenever possible, be taken by the Governments of Member States to remit or reimburse the amount of such taxes or duties.

3. No exemption shall be accorded in respect of duties and taxes which are in fact no more than charges for public utility services.

Article 6

Goods imported or exported by the Organisation and strictly necessary for the exercise of its official activities shall be exempt from all customs dues and other charges and from all prohibitions and restrictions on import or export.

Article 7

The official activities of the Organisation shall, for the purposes of Articles 5 and 6, include its administrative activities and those undertaken in the field of space research and space technology in pursuance of the purposes of the Organisation as defined in the Convention.

Article 8

No exemption shall be granted in respect of goods purchased and imported for the personal benefit of the staff members of the Organisation.

Article 9

1. Goods belonging to the Organisation, which have been acquired under Article 5 or imported under Article 6, shall not be sold or given away except in accordance with conditions laid down by the Governments of the States which have granted exemptions.

2. The transfer of goods and services between the Headquarters and the Establishments and between the various Establishments themselves shall be exempt from charges or restrictions of any kind; alter-

le cas échéant, les Gouvernements des Etats membres prennent toutes mesures appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de telles charges ou en vue de la levée de telles restrictions.

Article 10

La circulation des publications et autres matériels d'information expédiés par l'Organisation ou à celle-ci n'est soumise à aucune restriction.

Article 11

L'Organisation peut recevoir et détenir tous fonds, devises, numéraires ou valeurs mobilières; elle peut en disposer librement pour tous usages prévus par la Convention et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie dans la mesure nécessaire pour faire face à ses engagements.

Article 12

1. Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, l'Organisation bénéficie d'un traitement non moins favorable que celui accordé par le Gouvernement de chaque Etat membre aux autres organisations internationales.

2. Aucune censure ne peut être exercée à l'égard des communications officielles de l'Organisation, quelle que soit la voie de communication utilisée.

Article 13

Les Etats membres prennent toutes mesures utiles pour faciliter l'entrée, le séjour et le départ de tous les membres du personnel de l'Organisation.

Article 14

1. Les représentants des Etats membres jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des immunités et privilèges suivants:

a. immunité d'arrestation personnelle ou de détention, ainsi que de saisie de leurs bagages personnels.

b. immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

c. inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels.

d. droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier spécial ou par valises scellées.

e. exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints de toute mesure limitant l'entrée et de toutes formalités d'enregistrement des étrangers.

natively the Governments of Member States shall take all appropriate measures to remit or reimburse the amount of such charges or to lift such restrictions.

Article 10

The circulation of publications and other information material sent by or to the Organisation shall not be restricted in any way.

Article 11

The Organisation may receive and hold any kind of funds, currency, cash or securities; it may dispose of them freely for any purpose provided for in the Convention and hold accounts in any currency to the extent required to meet its obligations.

Article 12

1. With regard to its official communications and the transfer of all its documents, the Organisation shall enjoy treatment not less favourable than that accorded by the Government of each Member State to other international organisations.

2. No censorship shall be applied to official communications of the Organisation by whatever means of communication.

Article 13

Member States shall take all appropriate measures to facilitate the entry, stay and departure of all staff members of the Organisation.

Article 14

1. Representatives of Member States shall enjoy while exercising their functions and in the course of their journeys to and from the place of meeting the following privileges and immunities:

a. immunity from arrest and detention, and from seizure of their personal luggage;

b. immunity from jurisdiction, even after the termination of their mission, in respect of acts, including words spoken and written, done by them in the exercise of their functions;

c. inviolability for all their official papers and documents;

d. the right to use codes and to receive documents or correspondence by special courier or sealed bag;

e. exemption for themselves and their spouses from all measures restricting entry and from aliens' registration formalities;

f. mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles accordées aux représentants de Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

g. mêmes facilités douanières en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques.

2. Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Etats membres non à leur avantage personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Par conséquent, un Etat membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité d'un représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité entraverait l'action de la justice et où elle peut être levée sans compromettre les fins pour lesquelles elle a été accordée.

Article 15

Outre les privilèges et immunités prévus à l'Article 16 ci-dessous, le Directeur Général de l'Organisation ainsi que le fonctionnaire visé au paragraphe 1, *c* de l'Article XI de la Convention, jouissent des privilèges et immunités reconnus aux agents diplomatiques de rang comparable.

Article 16

Les membres du personnel de l'Organisation

a. jouissent, même après qu'ils ont cessé d'être au service de l'Organisation, de l'immunité de juridiction pour les actes, y compris les paroles et écrits, accomplis dans l'exercice de leurs fonctions; cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs commise par un membre du personnel de l'Organisation ou de dommage causé par un véhicule automoteur lui appartenant ou conduit par lui;

b. sont exempts de toute obligation relative au service militaire;

c. jouissent de l'inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;

d. jouissent, avec les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mêmes exceptions aux dispositions limitant l'immigration et réglant l'enregistrement des étrangers que celles généralement reconnues aux membres du personnel des organisations internationales;

e. jouissent, en ce qui concerne les réglementations de change, des mêmes privilèges que ceux généralement reconnus aux membres du personnel des organisations internationales;

f. jouissent, en période de crise internationale ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mêmes facilités de rapatriement que les agents diplomatiques;

f. the same facilities in the matter of currency and exchange control as are accorded to the representatives of foreign Governments on temporary official missions;

g. the same customs facilities as regards their personal luggage as are accorded to diplomatic agents.

2. Privileges and immunities are accorded to representatives of Member States, not for their personal advantage, but in order to ensure complete independence in the exercise of their functions in connection with the Organisation. Consequently, a Member State has not only the right but also the duty to waive the immunity of a representative in all cases where, in the opinion of that State, the immunity would impede the course of justice and where it can be waived without prejudicing the purposes for which it was accorded.

Article 15

In addition to the privileges and immunities provided for in Article 16 below, the Director General of the Organisation, and the official referred to in paragraph 1, *c* of Article XI of the Convention, shall enjoy the privileges and immunities to which diplomatic persons of comparable rank are entitled.

Article 16

The staff members of the Organisation

a. shall have, even after they have left the service of the Organisation, immunity from jurisdiction in respect of acts, including words written and spoken, done by them in the exercise of their functions; this immunity shall not apply, however, in the case of a motor traffic offence committed by a staff member of the Organisation, nor in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by a staff member;

b. shall be exempt from all obligations in respect of military service;

c. shall enjoy inviolability for all their official papers and documents;

d. shall enjoy the same facilities as regards exemption from all measures restricting immigration and governing aliens' registration as are normally accorded to staff members of international organisations, and members of their families forming part of their households shall enjoy the same facilities;

e. shall enjoy the same privileges in respect of exchange regulations as are normally accorded to the staff members of international organisations;

f. shall enjoy the same facilities as to repatriation as diplomatic agents in time of international crisis, and the members of their families forming part of their households shall enjoy the same facilities;

g. jouissent du droit d'importer en franchise de douane leur mobilier et leurs effets personnels, à l'occasion de leur première installation dans l'Etat intéressé, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit Etat, d'exporter en franchise leur mobilier et leurs effets personnels sous réserve, dans l'un ou l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le Gouvernement de l'Etat où le droit est exercé.

Article 17

Les experts autres que les membres du personnel visés à l'Article 16, lorsqu'ils exercent des fonctions auprès des institutions de l'Organisation ou lorsqu'ils accomplissent des missions pour cette dernière, jouissent des privilèges et immunités ci-après, dans la mesure où ils leur sont nécessaires pour l'exercice de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués dans l'exercice de leurs fonctions auprès de ces institutions ou au cours de ces missions:

a. immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, y compris leurs paroles et écrits, sauf dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs commise par un expert ou de dommage causé par un véhicule automoteur lui appartenant ou conduit par lui; les experts continueront à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions auprès de l'Organisation;

b. inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;

c. mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires et de change et en ce qui concerne leurs bagages personnels, que celles accordées aux agents de Gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

Article 18

1. Dans les conditions et suivant la procédure fixée par le Conseil statuant dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, le Directeur Général et les membres du personnel de l'Organisation seront soumis au profit de celle-ci à un impôt sur les traitements et émoluments versés par elle. A compter de la date où cet impôt sera appliqué, lesdits traitements et émoluments seront exempts d'impôts nationaux sur le revenu; mais les Etats membres se réservent la possibilité de faire état de ces traitements et émoluments pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus d'autres sources.

2. Les dispositions du paragraphe premier du présent article ne sont pas applicables aux rentes et pensions payées par l'Organisation à ses anciens Directeurs Généraux et aux anciens membres de son personnel.

Article 19

Le Conseil détermine les catégories de membres du personnel auxquels s'appliquent les dispositions de l'Article 16, en tout ou en partie,

g. shall have the right to import duty-free their furniture and personal effects at the time of first taking up their post in the State concerned and the right on the termination of their functions in that State to export free of duty their furniture and personal effects, subject, in both cases, to the conditions considered necessary by the Government of the State where the right is exercised.

Article 17

Experts other than the staff members referred to in Article 16, in the exercise of their functions in connection with institutions of the Organisation or in carrying out missions for the Organisation, shall enjoy the following privileges and immunities, to the extent that they are necessary for the carrying out of their functions, including during journeys made in carrying out their functions in connection with such institutions and in the course of such missions:

a. immunity from jurisdiction in respect of acts done by them in the exercise of their functions, including words written or spoken, except in the case of a motor traffic offence committed by an expert or in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by him; experts shall continue to enjoy this immunity after they have ceased to be employed by the Organisation;

b. inviolability for all their official papers and documents;

c. the same facilities as regards monetary and exchange regulations and as regards their personal luggage as are accorded to the officials of foreign Governments on temporary official missions.

Article 18

1. Subject to the conditions and following the procedure laid down by the Council, within a period of one year from the date of the entry into force of the Convention, the Director General and the staff members of the Organisation shall be subject to a tax, for the benefit of the Organisation, on salaries and emoluments paid by the Organisation. From the date on which this tax is applied such salaries and emoluments shall be exempt from national income tax; but the Member States shall retain the right to take these salaries and emoluments into account for the purpose of assessing the amount of taxation to be applied to income from other sources.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to pensions and annuities paid by the Organisation to its former Directors General and staff members.

Article 19

The Council shall decide the categories of staff members to whom the provisions of Article 16, in whole or in part, and Article 18 shall

ainsi que les dispositions de l'Article 18, et les catégories d'experts auxquels s'appliquent les dispositions de l'Article 17. Les noms, qualités et adresses des membres du personnel et experts compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux Gouvernements des Etats parties à la Convention.

Article 20

L'Organisation, son Directeur Général et les membres de son personnel sont exempts de toutes contributions obligatoires à des organismes nationaux de prévoyance sociale, au cas où elle établirait elle-même un système de prévoyance sociale, sous réserve des accords à passer avec les Etats membres conformément aux dispositions de l'Article 30.

Article 21

1. Les privilèges et immunités prévus par le présent Protocole ne sont pas établis en vue d'accorder au Directeur Général, aux membres du personnel et aux experts de l'Organisation des avantages personnels. Ils sont institués uniquement afin d'assurer, en toutes circonstances, le libre fonctionnement de l'Organisation et la complète indépendance des personnes auxquelles ils sont accordés.

2. Le Directeur Général a le droit et le devoir de lever cette immunité lorsqu'il estime qu'elle empêche le jeu normal de la justice et qu'il est possible d'y renoncer sans porter atteinte aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du Directeur Général, le Conseil a qualité pour lever cette immunité.

Article 22

1. L'Organisation coopère en tous temps avec les autorités compétentes des Etats membres en vue de faciliter une bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et de ceux concernant la manipulation d'explosifs et de matières inflammables, la santé publique et l'inspection du travail ou autres lois nationales de nature analogue, et empêcher tout abus des privilèges, immunités et facilités prévus par le présent Protocole.

2. La procédure de coopération mentionnée dans le paragraphe précédent pourra être précisée dans les accords complémentaires visés à l'Article 30.

Article 23

Chaque Etat membre conserve le droit de prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de sa sécurité.

Article 24

Aucun Etat membre n'est tenu d'accorder les privilèges et immunités mentionnés aux Articles 14, 15, 16, *b*, *e*, *g* et 17, *c* à ses propres ressortissants.

apply, and the categories of experts to whom the provisions of Article 17 shall apply. The names, titles and addresses of the staff members and experts included in such categories shall be communicated from time to time to the Governments of States parties to the Convention.

Article 20

The Organisation, its Director General and staff members shall be exempt from all compulsory contributions to national social security organs in the event that it establishes its own social security system, subject to the agreements made with the Member States in accordance with the provisions of Article 30.

Article 21

1. The privileges and immunities provided for in the present Protocol are not designed to give to the Director General, staff members and experts of the Organisation personal advantage. They are provided solely to ensure, in all circumstances, the unimpeded functioning of the Organisation and the complete independence of the persons to whom they are accorded.

2. The Director General has the right and the duty to waive such immunity when he considers that such immunity is preventing the carrying out of justice and when it is possible to dispense with the immunity without prejudicing the interests of the Organisation. In respect of the Director General, the Council may waive such immunity.

Article 22

1. The Organisation shall co-operate at all times with the competent authorities of Member States in order to facilitate the proper administration of justice, to ensure the observance of police regulations and regulations concerning handling of explosives and inflammable material, public health, labour inspection or other similar national legislation, and to prevent any abuse of the privileges, immunities and facilities provided for in the present Protocol.

2. The procedure of co-operation mentioned in the foregoing paragraph may be laid down in the complementary agreements referred to in Article 30.

Article 23

Each Member State retains the right to take all precautionary measures necessary in the interests of its security.

Article 24

No Member State is obliged to accord the privileges and immunities referred to in Articles 14, 15, 16, *b*, *e*, *g*, and 17, *c* to its own nationals.

Article 25

1. L'Organisation est tenue d'insérer dans tous les contrats écrits, autres que ceux conclus conformément au statut du personnel, auxquels elle est partie, une clause compromissoire prévoyant que tout différend soulevé au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du contrat peut, à la demande de l'une ou l'autre partie, être soumis à un arbitrage privé. Cette clause d'arbitrage spécifiera la loi applicable et le pays dans lequel siègeront les arbitres. La procédure de l'arbitrage sera celle de ce pays.

2. L'exécution de la sentence rendue à la suite de cet arbitrage sera régie par les règles en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel elle sera exécutée.

Article 26

1. Tout Etat membre peut soumettre à un Tribunal d'Arbitrage international tout différend

a. relatif à un dommage causé par l'Organisation;

b. impliquant toute obligation non contractuelle de l'Organisation;

c. impliquant le Directeur Général, un membre du personnel ou un expert de l'Organisation et pour lequel l'intéressé pourrait se réclamer de l'immunité de juridiction conformément aux Articles 15, 16, a ou 17, a, si cette immunité n'a pas été levée, conformément aux dispositions de l'Article 21. Dans les différends où l'immunité de juridiction est réclamée conformément aux Articles 16, a ou 17, a, la responsabilité de l'Organisation sera substituée à celle des personnes visées auxdits articles.

2. Si un Etat membre a l'intention de soumettre un différend à l'arbitrage, il le notifiera au Directeur Général qui informera immédiatement chaque Etat membre de cette notification.

3. La procédure prévue au paragraphe 1 du présent Article ne s'applique pas aux différends entre l'Organisation et le Directeur Général, les membres de son personnel ou les experts au sujet de leurs conditions de service.

4. La sentence du Tribunal d'Arbitrage est définitive et sans recours; les parties s'y conformeront. En cas de contestation sur le sens et la portée de la sentence, il appartient au Tribunal d'Arbitrage de l'interpréter à la demande de toute partie.

Article 27

1. Le Tribunal d'Arbitrage prévu à l'Article 26 est composé de trois membres, un arbitre nommé par l'Etat ou les Etats parties à l'arbitrage, un arbitre nommé par l'Organisation et un troisième arbitre, qui assume la présidence, nommé par les deux premiers.

Article 25

1. The Organisation shall be obliged in all written contracts, other than those concluded in accordance with staff regulations, into which it enters, to include an arbitration clause whereby any disputes arising out of the interpretation or execution of the contract may at the request of either party be submitted to private arbitration. This arbitration clause shall specify the law applicable and the country where the arbitrators shall sit. The procedure of the arbitration shall be that of that country.

2. The enforcement of the award of such arbitration shall be governed by the rules in force in the State in which it is to be executed.

Article 26

1. Any Member State may submit to an international Arbitration Tribunal any dispute

- a. arising out of damage caused by the Organisation;
- b. involving any other non-contractual responsibility of the Organisation;
- c. involving the Director General, a staff member or expert of the Organisation, and in which the person concerned can claim immunity from jurisdiction under Articles 15, 16, *a* or 17, *a*, if this immunity is not waived in accordance with the provisions of Article 21. In such disputes where the claim for immunity from jurisdiction arises under Article 16, *a* or 17, *a*, the responsibility of the Organisation shall, in such arbitration, be substituted for that of the individuals concerned.

2. If a Member State intends to submit a dispute to arbitration it shall notify the Director General who shall forthwith inform each Member State of such notification.

3. The procedure laid down in paragraph 1 of this Article shall not apply to disputes between the Organisation and the Director General, its staff members or experts in respect of their conditions of service.

4. No appeal shall lie against the award of the Arbitration Tribunal, which shall be final; it shall be binding on the parties. In case of dispute concerning the import or scope of the award, it shall be incumbent upon the Arbitration Tribunal to interpret it on request by either party.

Article 27

1. The Arbitration Tribunal referred to in Article 26 shall consist of three members, one arbitrator nominated by the State or States parties to the arbitration, one arbitrator nominated by the Organisation and a third arbitrator who shall be the Chairman, nominated by the said two arbitrators.

2. Ces arbitres sont choisis sur une liste ne comprenant pas plus de six arbitres désignés par chaque Etat membre et six arbitres désignés par l'Organisation.

3. Si, dans un délai de trois mois après la notification mentionnée au paragraphe 2 de l'Article 26, l'une des parties s'abstient de procéder à la nomination prévue au paragraphe 1 de cet Article, le choix de l'arbitre est effectué, sur la requête de l'autre partie, par le Président de la Cour Internationale de Justice parmi les personnes figurant sur ladite liste. Il en va de même, à la requête de la partie la plus diligente, lorsque, dans un délai d'un mois à compter de la nomination du deuxième arbitre, les deux premiers arbitres ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième. Toutefois, un ressortissant de l'Etat demandeur ne peut être choisi pour occuper le siège de l'arbitre dont la nomination incombait à l'Organisation, ni une personne inscrite sur la liste par désignation de l'Organisation choisie pour occuper le siège de l'arbitre dont la nomination incombait à l'Etat demandeur. Les personnes appartenant à ces deux catégories ne peuvent pas davantage être choisies pour assumer la présidence du Tribunal.

4. Le Conseil établira la procédure qui devra être suivie par le Tribunal d'Arbitrage.

Article 28

L'Organisation prendra, dans le délai d'un an à dater de l'entrée en vigueur de la Convention, les dispositions nécessaires en vue du règlement satisfaisant des conflits s'élevant entre l'Organisation et le Directeur Général, les membres du personnel ou les experts au sujet de leurs conditions de service.

Article 29

Tout différend au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole, qui ne pourra être réglé par l'entremise du Conseil, sera soumis à la Cour Internationale de Justice, à moins que les Etats membres intéressés n'acceptent d'un commun accord un autre mode de règlement.

Article 30

L'Organisation peut, sur décision du Conseil, conclure avec un ou plusieurs Etats membres des accords complémentaires en vue de l'exécution des dispositions du présent Protocole en ce qui concerne ce ou ces Etats, ainsi que d'autres arrangements en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Organisation et la sauvegarde de ses intérêts.

Article 31

1. Le présent Protocole est ouvert jusqu'au trente et un janvier 1964 à la signature des Etats qui ont signé la Convention ou qui y ont adhéré.

2. The arbitrators shall be nominated from a panel comprising no more than six arbitrators appointed by each Member State and six arbitrators appointed by the Organisation.

3. If, within three months from the date of the notification referred to in paragraph 2 of Article 26, either party fails to make the nomination referred to in paragraph 1 of this Article, the choice of the arbitrator shall, on request of the other party, be made by the President of the International Court of Justice from the persons comprised in the said panel. This shall also apply, when so requested by either party, if within one month from the date of appointment of the second arbitrator, the first two arbitrators are unable to agree on the nomination of the third arbitrator. However, a national of the State applying for arbitration may not be chosen to fill the post of the arbitrator whose appointment devolves on the Organisation, nor may a person comprised in the panel and appointed by the Organisation be chosen to fill the post of an arbitrator whose appointment devolves on the State which is the claimant. Nor may a person of either of these categories be chosen as Chairman of the Tribunal.

4. The Council shall establish the procedure to be followed in the Arbitration Tribunal.

Article 28

Within one year from the date of entry into force of the Convention, the Organisation shall make suitable provision for the satisfactory settlement of disputes arising between the Organisation and the Director General, staff members or experts in respect of their conditions of service.

Article 29

Any dispute concerning the interpretation or application of this Protocol, which is not settled by the good offices of the Council, shall be submitted to the International Court of Justice, unless the Member States concerned agree on some other mode of settlement.

Article 30

The Organisation may, on a decision of the Council, conclude with one or more Member States complementary agreements to give effect to the provisions of the present Protocol as regards such State or States and other arrangements to ensure the efficient functioning of the Organisation and the safeguarding of its interests.

Article 31

1. This Protocol shall be open for signature until the thirty-first of January 1964, by the States which have signed the Convention or acceded to it.

2. Le présent Protocole est soumis à ratification ou approbation. Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés dans les Archives du Gouvernement de la République française.

Article 32

1. A partir du premier février 1964, tout Etat membre qui n'est pas signataire du présent Protocole peut y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés dans les Archives du Gouvernement de la République française.

Article 33

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du sixième instrument de ratification, approbation ou adhésion, pourvu que les Etats membres auxquels il est fait référence au paragraphe 1, b de l'Article XXI de la Convention soient parmi ces six Etats.

2. Au cas où la date mentionnée ci-dessus précéderait la date de l'entrée en vigueur de la Convention, le présent Protocole n'entrera pas en vigueur avant cette dernière date.

3. L'entrée en vigueur du Protocole pour tout Etat qui le ratifie ou l'approuve ou y adhère après son entrée en vigueur, se fera à la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification, d'approbation ou d'adhésion.

Article 34

Le Gouvernement de la République française notifiera à tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y ont adhéré ainsi qu'au Directeur Général de l'Organisation, le dépôt de chacun de ces instruments de ratification, d'approbation ou d'adhésion ainsi que l'entrée en vigueur de ce Protocole.

Article 35

1. Le présent Protocole restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la Convention.

2. Toute dénonciation de la Convention par un Etat membre conformément à l'Article XVII de la Convention, entraînera dénonciation par cet Etat du présent Protocole.

3. Le présent Protocole cessera également d'être applicable à un Etat membre auquel sont appliquées les dispositions de l'Article XVIII de la Convention.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Paris, ce trente et unième jour d'Octobre 1963, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, qui fera parvenir des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires et à tous les Etats qui ont donné leur adhésion.

2. This Protocol shall be subject to ratification or approval. The instruments of ratification or approval shall be deposited in the Archives of the Government of the French Republic.

Article 32

1. As from the first of February 1964, any Member State not signatory to this Protocol, may accede to it.

2. Instruments of accession shall be deposited in the Archives of the Government of the French Republic.

Article 33

1. This Protocol shall enter into force on the date of the deposit of the sixth instrument of ratification, approval or accession, provided that the Member States referred to in paragraph 1, *b* of Article XXI of the Convention shall be among these six States.

2. In case the aforesaid date precedes the date of entry into force of the Convention, this Protocol shall not enter into force before the latter date.

3. The date of entry into force of the Protocol for any State which ratifies, approves or accedes to this Protocol after its entry into force shall be the date when this State deposits its instrument of ratification, approval or accession.

Article 34

The Government of the French Republic shall notify all signatory and acceding States of this Protocol and the Director General of the Organisation of the deposit of each instrument of ratification, approval or accession and of the entry into force of this Protocol.

Article 35

1. This Protocol shall remain in force until the expiry of the Convention.

2. Denunciation of the Convention by any Member State, in accordance with the provisions of Article XVII of the Convention, shall imply denunciation by that State of this Protocol.

3. This Protocol shall likewise cease to be valid for a Member State to which are applied the provisions of Article XVIII of the Convention.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned plenipotentiaries have appended their signatures to this Protocol.

DONE in Paris, this thirty-first day of October, 1963, in the English and the French languages, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the Archives of the Government of the French Republic, which shall transmit certified copies to all signatory and acceding States.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:

Pour la République d'Autriche:
For the Republic of Austria:

Pour le Royaume de Belgique:
For the Kingdom of Belgium:

Pour le Royaume de Danemark:
For the Kingdom of Denmark:

(s.) OTTO OBLING

Pour l'Espagne:
For Spain:

(s.) LUIS AZCARRAGA

Pour la République Française:
For the French Republic:

(s.) DE LA GRANDVILLE

Pour la République Italienne:
For the Italian Republic:

(s.) MANLIO BROSIO

Pour le Royaume des Pays-Bas:
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) A. W. C. BENTINCK

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) J. F. HOSIE

Pour le Royaume de Suède:
For the Kingdom of Sweden:

(s.) R. KUMLIN

Sous réserve de ratification ou d'approbation du Riksdag

Pour la Confédération Suisse:
For the Swiss Confederation:

(s.) CAMPICHE

Het Protocol is vervolgens overeenkomstig zijn artikel 31, eerste lid,
voor de volgende Staten ondertekend:

België 28 november 1963
Spanje 18 januari 1964

de Bondsrepubliek Duitsland¹⁾) 30 januari 1964

¹⁾ Met de volgende interpretatieve verklaring:

„Le Gouvernement fédéral suppose que l'exemption des cotisations obligatoires à la Sécurité Sociale, prévue à l'article 20 du protocole, ne peut intervenir qu'à la suite d'un accord entre les pays-membres, conformément à l'article 30 du protocole.”.

D. GOEDKEURING

Op grond van artikel 3 van de Wet van 24 december 1947 (*Stb.* H 452), houdende goedkeuring van de toetreding tot het door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 13 februari 1946 aangenomen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Verenigde Naties (*Stb.* I 224), behoeft het Protocol niet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd of aanvaard. Dit artikel luidt: „Wij behouden Ons voor verdragen te bekrachtigen en andere maatregelen te nemen teneinde aan andere internationale organisaties overeenkomstige voorrechten en immuniteiten toe te kennen als in het in artikel 1 bedoelde Verdrag worden toegekend aan de Verenigde Naties.”. Deze Wet is gecontrasigneerd door de Minister van Buitenlandse Zaken W. VAN BOETZELAER, de Minister van Justitie J. H. VAN MAARSEVEEN, de Minister van Financiën P. LIEFTINCK en de Minister van Overzeese Gebiedsdelen a.i. GÖTZEN. Zie voor de behandeling in de Staten-Generaal: *Bijl. Hand. II 1947/48* — 629; *Hand. II 1947/48*, blz. 636; *Bijl. Hand. I 1947/48*, nr. 30; *Hand. I 1947/48*, blz. 48.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging of aanvaarding van het Protocol is voorzien in artikel 31, lid 2.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel 33, eerste lid, in beginsel in werking treden op de dag van nederlegging bij de Franse Regering van de zesde akte van bekrachtiging of aanvaarding, mits zich daaronder de akten bevinden van de Lid-Staten bedoeld in artikel XXI, lid 1b, van het Verdrag tot oprichting van een Europese Organisatie voor ruimteonderzoek.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal het Protocol alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Protocol is vastgesteld en voor ondertekening opengesteld door een op 31 oktober 1963 te Parijs gehouden Conferentie van gevolmachtigden. De Slotakte van deze Conferentie luidt als volgt:

Acte Final de la Conférence de Plénipotentiaires pour l'adoption et la signature d'un Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales

1. L'article XIV de la Convention signée le 14 juin 1962 et créant l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales prévoit la conclusion entre les Etats membres d'un Protocole définissant le statut juridique et les privilèges et immunités de l'Organisation, de ses agents et des représentants des Etats membres.

La Commission Préparatoire Européenne de Recherches Spatiales a préparé ce Protocole.

Une invitation du Gouvernement de la République française à réunir une Conférence de Plénipotentiaires pour l'adoption et l'ouverture à la signature de ce Protocole a été acceptée.

2. La Conférence de Plénipotentiaires pour l'adoption et la signature d'un Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales s'est réunie au Centre de Conférences Internationales à Paris, le 31 octobre 1963.

3. Les Gouvernements des Etats suivants étaient représentés par des délégués: Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

4. La Conférence a constitué son Bureau comme suit:

Président: M. de la Grandville

Vice-Présidents: M. Hulthen, M. Campiche

Secrétaire: M. Auger.

5. La Conférence a constitué une Commission de vérification des pouvoirs composée de

M. Ambrosini (Président)

M. Hoogeweegen

M. Sassot.

6. La Conférence a entendu un rapport verbal sur les travaux de la Commission Préparatoire concernant la préparation du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales, présenté par M. Auger, Secrétaire Exécutif de la Commission Préparatoire Européenne de Recherches Spatiales.

7. La Conférence a pris connaissance de la Résolution concernant le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales adoptée au cours des 11^e et 12^e sessions de la Commission Préparatoire qui ont eu lieu à Paris respectivement les 11 et 12 juillet 1963 et les 30 et 31 octobre 1963, dont le libellé est le suivant:

„Les Etats membres de la COPERS invitent le Conseil de l'ESRO à s'assurer que le paragraphe 1.a de l'article 4 du Protocole sur les

Final Act of the Conference of Plenipotentiaries for the adoption and signature of a Protocol concerning the privileges and immunities of the European Space Research Organisation

1. Article XIV of the Convention signed on 14 June 1962 and establishing the European Space Research Organisation, provides for the conclusion between the Member States of a Protocol defining the Legal Status, the Privileges and Immunities of the Organisation, its staff members and the representatives of Member States.

The European Preparatory Commission for Space Research has drawn up this Protocol.

An invitation of the Government of the French Republic was accepted to convene a Conference of Plenipotentiaries for the adoption and opening for signature of this Protocol.

2. The Conference of Plenipotentiaries for the adoption and signature of the Protocol on the Privileges and Immunities of the European Space Research Organisation was held at the Centre de Conférences Internationales, Paris (France), on 31 October 1963.

3. The Governments of the following States were represented by delegates: Austria, Belgium, Denmark, Federal Republic of Germany, France, Italy, Netherlands, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

4. The Conference constituted its Bureau as follows:

Chairman: M. de la Grandville

Vice Chairmans: M. Hulthen, M. Campiche

Secretary: M. Auger.

5. The Conference established a Credentials Committee composed of

M. Ambrosini (Chairman)

M. Hoogeweegen

M. Sassot.

6. The Conference heard an oral report on the work of the Preparatory Commission concerning the drafting of the Protocol on the Privileges and Immunities of the European Space Research Organisation by Mr. Auger, Executive Secretary of the European Preparatory Commission for Space Research.

7. The Conference took note of the Resolution concerning the Protocol on the Privileges and Immunities of the European Space Research Organisation adopted during the Eleventh and Twelfth Session of the Preparatory Commission, which took place in Paris on 11/12 July and 30/31 October 1963 respectively, worded as follows:

„The Member States of COPERS invite the Council of ESRO to ensure that paragraph 1.a of Article 4 of the Protocol on Privileges

Privilèges et Immunités de l'ESRO est appliqué de telle manière que, dans tout cas de différend prévu au paragraphe 1 de l'article 26 de ce Protocole pour lequel la somme contestée est inférieure à 50.000 Francs français et qui n'aura pas pu être réglé à l'amiable, l'Organisation renoncera à l'immunité de juridiction, sauf si, de l'avis du Conseil, le cas pose une question de principe d'une importance telle qu'il n'y a pas lieu de renoncer à l'immunité de juridiction."

8. La Conférence a ensuite adopté le Protocole concernant les privilèges et immunités de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales.

9. La Conférence a décidé que ce Protocole qui est soumis à ratification ou approbation serait ouvert à la signature le 31 octobre 1963 à 11.30 heures. Conformément aux dispositions de l'Article 31 et aux dispositions finales du Protocole, il sera déposé auprès du Gouvernement de la République française et restera ouvert à la signature à Paris jusqu'au 31 janvier 1964.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent Acte Final.

FAIT à Paris, ce trente et unième jour d'octobre 1963, dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires ou adhérents.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:

Pour la République d'Autriche:
For the Republic of Austria:

Pour le Royaume de Belgique:
For the Kingdom of Belgium:

Pour le Royaume de Danemark:
For the Kingdom of Denmark:

(s.) OTTO OBLING

Pour l'Espagne:
For Spain:

(s.) LUIS AZCARRAGA

Pour la République Française:
For the French Republic:

(s.) DE LA GRANDVILLE

and Immunities of ESRO is applied in such a manner that, in any case of a dispute covered by paragraph 1 of Article 26 of that Protocol, of which the value in litigation does not exceed 50,000 French Francs and which cannot be settled by agreement, the Organisation will waive its immunity from jurisdiction unless, in the opinion of the Council, the case raises a question of principle of such importance that it cannot agree to waive that immunity."

8. The Conference then adopted the Protocol on the Privileges and Immunities of the European Space Research Organisation.

9. The Conference decided that this Protocol, which is subject to ratification or approval, would be opened for signature on 31 October 1963 at 11.30 a.m. In accordance with the provisions of Article 31 and with the Testimonium of the Protocol, it shall be deposited with the Government of the French Republic and remain open for signature in Paris until the thirty-first of January 1964.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned plenipotentiaries have signed this Final Act.

DONE at Paris, this thirty-first day of October 1963, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic which shall transmit certified copies to all signatory and acceding States.

Pour la République Italienne:
For the Italian Republic:

(s.) MANLIO BROSIO

Pour le Royaume des Pays-Bas:
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) A. W. C. BENTINCK

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) J. F. HOSIE

Pour le Royaume de Suède:
For the Kingdom of Sweden:

(s.) R. KUMLIN

Pour la Confédération Suisse:
For the Swiss Confederation:

(s.) CAMPICHE

Van het op 14 juni 1962 te Parijs tot stand gekomen Verdrag tot oprichting van een Europese Organisatie voor ruimteonderzoek, naar welk Verdrag wordt verwezen in het Protocol en de Slotakte, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1963, 2 en de vertaling in *Trb.* 1963, 20.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof wordt verwezen in de artikelen 27, lid 3, en 29 van het Protocol, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1959, 38.

Met de Voorbereidende Commissie genoemd in de Slotakte wordt bedoeld de Voorbereidende Commissie ter bestudering van de mogelijkheid van Europese samenwerking op het gebied van het ruimteonderzoek, ingesteld bij een op 1 december 1960 te Meyrin ondertekende Overeenkomst. De tekst van deze Overeenkomst is geplaatst in *Trb.* 1961, 61. Vergelijk ook *Trb.* 1962, 114 en *Trb.* 1963, 49 en 169.

Uitgegeven de *negentiende* februari 1964.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.